



Vos mandaté.es vous informent :

Échos FSSCT de la DDCT du 7 mars

Newsletter n°6

Alerte effectifs

C'est une alerte que nous faisons suite à toutes les visites sur sites comme au Comedec, la mairie centre, la mairie du 20 avec un mouvement de colère le jeudi 29 février en particulier à l'accueil, au titre, l'état civil, les ATLG. Les risques psycho sociaux remontent de partout comme vous le constatez vous-même dans le bilan de prévention de 2023 que vous nous présentez ce jour. **Les mairies sont en tête pour le mal être** avec la pression du service public à rendre aux usagers mais d'autres services souffrent aussi comme le 3975 avec des cadences intenses, et la difficulté de ne pas pouvoir souffler un peu.

Nous avons aussi des alertes régulières d'agent.es des services centraux, UGD, services EDL, pour cause de surcharge de travail et de réorganisation de service. En effet, certaine réorganisation se font à nouveau avec peu de transparence. Nous ne reviendrons pas sur la réorganisation du service de la cohésion et des ressources de la DDCT : vous nous aviez vendu du rêve, nous vous avons alerté sur le mal-être engendré par votre réorganisation et il continue. Nombre d'agent.es sont partis ou au placard.. étrange manière de réorganiser un service. Prenons **l'exemple actuel du service politique de la ville** :

Quid des possibilités de transfert d'emplois d'EDL en interne suite au nouveau contrat de ville ? qui décide ? comment ? quelles places faites-vous aux agent.es concernés par ces redéploiements ? Quel calendrier ? Comment la ville fait elle attention au risque engendré d'inquiétude, de départ d'agent.e pour une autre équipe ? Comme nous l'avons vu hier en visite sur l'edl du 10^{ème} : ce n'est pas parce qu'un périmètre d'intervention se réduit que le travail va se réduire et donc qu'il faut supprimer un poste. **Au service politique de la ville, il faudrait le maintien des emplois actuels et même au moins créer 2 emplois en plus pour mieux couvrir les quartiers et réduire le travail en sur intensité régulière.** Autre question de réorganisation :

Comment éviter les risques liés à l'intégration prévue pour 2025 des agentes de l'association de la sauvegarde de la réussite éducative ? le flou sur leur devenir ne fait qu'augmenter les risques de mal être, d'anxiété, de conflits alors même que tous les collègues qui soient du service politique de la ville ou de la Sauvegarde sont des salarié.es investi.es dans leur travail avec exigence de qualité. **Vous leur devez une prévention des risques lors de toutes ces réorganisations et ce n'est pas le cas. Même s'il y a ici et là du soutien social, cela ne suffit pas pour permettre à ce que ces changements se fassent dans le respect des agent.es et de leur travail.**

➔ La DDCT assure qu'elle fera un point d'information à la prochaine instance sur le service politique de la ville. Pour les effectifs à la DDCT, ils font leur maximum !!!!

👉 Supap Fsu demande pour les réorganisations de service, surtout de soutenir les équipes, et de s'assurer que personne ne souffre des situations actuelles au minimum en communiquant, en associant, en étant transparent.

☛ Supap Fsu rappelle que la ville sait investir beaucoup pour les JOP alors qu'elle fasse plus pour les emplois de services publics !

Alerte MVAC :

L'alerte réalisée sur la situation de la MVAC du 12 en le 15 février a remis à nouveau sur le devant de la scène le réseau des MVAC. Un réseau qui n'existe plus vraiment car la territorialisation a coupé une vraie possibilité de travail commun, de soutien social commun, d'échanges entre pairs. Des éléments qui aidaient les agent.es sur le terrain face à l'isolement même s'il n'était déjà pas suffisant avant la réforme. Revenons aux constats :

- Une dizaine de Directeur/trices de la vie associative et citoyenne parti.es en 2023/24,
- 5 responsables partis, d'autres en souffrance
- Le travail isolé perdue
- La visite de la Mvac du 15 donne aussi à voir sous-effectif, des problématiques d'accueil qui posent des questions de sécurité, de bien être, tout comme à la Mvac du 20 et celle du 12eme avec le multi accueil PIMMS /PAD /MVAC.

Toutes nos craintes ont été confirmées depuis la réforme des MVAC en 2017 que vous vantiez pour améliorer la qualité de vie au travail : **Épuisement professionnel, conflits de valeur, turn-over, et des équipements qui sont fragilisés de par le manque de moyens.** De nombreux agent.es ont consulté le SAM et/ou la médecine préventive. La territorialisation apporte son lot de commandes supplémentaires sans moyens supplémentaires non plus.

Pour prévenir et éliminer les sources de risques psycho sociaux, il faut immédiatement comme nous l'avions dit en tant que mandatées CHSCT les années passées :

- **Renforcer toutes ces équipements en personnel d'au moins un poste** et empêcher le travail isolé (lorsqu'une association n'honore pas sa réservation et que son collègue est en pause déjeuner et le 3^{ème} en arrêt de travail, un agent est isolé). Sur un effectif de 3 agents, il suffit que l'un parte en vacances et il reste forcément un.e agent.e isolé.e sur l'unique pause déjeuner (12h30 – 13h30).
- **Trouver de nouveaux locaux pour que les 3 MVAC** ne soient plus en accueil partagé PIMMS et PAD ou trouver des locaux pour ces associations et en attendant, assurer la sécurité de toutes et tous
- **Reprendre les fiches de postes pour prévenir les chevauchements de fonctions, et source de tensions possible entre les collègues** : les problématiques liées aux missions sur les fiches de postes persistent : Les inscriptions d'associations, les rendez-vous d'accompagnement, la communication, la gestion des bâtiments sont selon les MVACS effectuées par les agents d'accueil, les responsables ou les directeurs. Tout ceci est lié aux missions annotées dans les fiches de postes et aux sous effectifs chroniques dans de nombreuses MVACS. Certains responsables passent autant de temps au premier accueil que dans leur bureau.
- Rectifier le règlement intérieur des MVACS qui ne protège pas les agents car les phrases sont confuses et leur sens peut être entendu de différentes manières. Nous avons déjà alerté et fait des propositions en ce sens lors de la réforme de 2017, mais nos propositions n'avaient pas été retenues.
- **Reconnaitre le professionnalisme de tous les agent.es par du respect**, du soutien social, des revalorisations salariales afin d'arrêter aussi la vacance de poste

➔ La DDCT propose de lancer une étude sur les problématiques des 3 MVAC en multi accueil. Elle assure la sécurité à la MVAC 12eme et nous fera un retour à la prochaine instance sur l'alerte pour danger grave et imminent.

☛ Supap FSU souligne qu'il n'y a pas besoin d'étude mais de lieux séparés et de renfort d'agent.es et de mettre de nouveaux moyens pour l'ensemble des MVAC

Alerte JOP !

A quelques semaines des JOP, où en êtes-vous ? pour quelles missions de service public certains agent.es doivent rester ? Suite au retour des plannings des agent.es, avez-vous refusé des congés ? quelle prévention des tensions liées au blocage de jours de congés ? et le télétravail à 100 % quelles modalités et prévention ?

Au 3975, toutes les demandes de congés sont remontées mais toujours pas de retour de service. **Les agent.es sont inquiet.es. Et elles.ils sont épuisé.es. Nous vous alertons pour la santé de nos collègues à bout aujourd'hui. Qu'en sera-t-il cet été ? Vous devez réagir vite, renforcer les effectifs, accepter le droit au repos, clarifier les tâches.**

➔ La DDCT explique que les ATLG ne devront pas travailler sur les zones de festivités car c'est le prestataire privé mais que les mairies auront besoin d'eux.iles pour les événements mairie. Il faut en effet préciser les tâches pour les EDL. Les Mvac ne sont pas impactées. La DDCT va relancer les services pour faire le retour sur les congés.

☛ Supap FSU rappelle que les JOP sont un événement avec beaucoup d'investissements financiers privés. Ce n'est pas aux agent.es du service public de faire des tâches qui ne sont pas dans leur fiche de poste. **Sinon la ville doit renforcer les effectifs et cela servira par la suite le service public en manque d'effectif. En tous cas, encore trop de flou et de stress pour ces JOP pour les collègues.**

Alerte dialogue social :

- Une alerte DGI en mairie du 12^{ème} qui est instrumentalisée pour muter un agent en souffrance « dans l'intérêt du service » de la part de l'ex DGS du 12^{ème}. **Une double peine alors que -selon la réglementation, tout agent.e faisant parti des inquiétudes d'un mandaté FSSSCT pour déposer un danger grave et imminent, doit être protégé contre toutes formes de représailles.**

Nous sommes inquiets de la manière dont la DDCT à gérer la suite de l'enquête. **Le plan d'action tel qu'il est mené – refusé par l'ensemble des mandaté.s, est mis en place avec une équipe qui se délite vu que la moitié des agent.es sont partis et d'autres départs sont prévus.**

☛ Supap FSU demande à l'avenir que la DDCT restitue les enquêtes auprès des agent.es avec les enquêtrices. **Cela permettra d'éviter que la direction ne porte que sa vision de l'enquête, sans aucune possibilité d'expression de divergence avec l'administration sur l'analyse des faits. Aujourd'hui, force est de constater que c'est la vision de la direction de la DDCT qui est à l'œuvre. C'est un gâchis pour le travail réalisé par les enquêtrices, un gâchis humain pour l'ancienne équipe. Une perte du savoir-faire accumulé par les ancien.s pour ce service public. Les mandaté.es Supap Fsu veilleront cependant à ce que de nouveaux modes de management respectueux des agent.es soient bien au rendez-vous pour le service des ATLG de demain.**

- Une alerte pour danger grave et imminent pour la MVAC du 12^{ème} du 15/02, qui attendra le 19/02. Cette réponse nous laisse perplexe : Dès la première réunion, la DDCT invite le personnel à venir alors même que la méthodologie de l'enquête n'a pas été posée par l'équipe enquêtrice.
- Des demandes de temps syndical qui sont refusées alors que nous collègues font simplement leur travail de mandaté et comme à la Mairie du 13^{me}

Cela fait beaucoup contre la santé des agent.es.

☛ Les mandaté.es Supap Fsu vous alerte à nouveau pour que vous preniez de mesures de prévention efficace et indispensables pour respecter les obligations d'employeur :

-Prévention, clarté, procédure de décision et calendrier pour les agent.es lors de réorganisation,

-Recrutement et augmentation des effectifs

-Respect des procédures d'alerte et des mandat.es des représentants syndicaux

➔ La DDCT accepte de restituer les enquêtes avec les enquêtrices auprès des agent.es. Elle reste fière de tout ce qu'elle met en place dans le 12^{ème}, laissant sans voix les représentant.es du personnel.

L'égalité professionnelle à la DDCT, c'est pour quand ?

A la veille de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, nous sommes toujours en attente de :

- Chiffres de signalement sur des situations de violences sexiste et sexuelles au travail, des réponses et du suivi donné,
- D'une reconnaissance salariale des métiers à prédominance féminine comme l'ensemble des services administratifs, d'accueil.
- Reconnaissance de pénibilités des métiers administratifs (pénibilité lié au écran), UGD...
- Reconnaissance des pénibilités dans le service public rendu aux usagers (3975, et mairie), en lien avec l'exigence émotionnelle, les incivilités qui sont comme vous le dites vous-même dans votre bilan de prévention 2023 « les incivilités font partie du quotidien des agent-es ». Nous demandons une étude sur ces risques et des réponses pour réduire l'exposition à ces risques comme l'augmentation des sujétions et d'une réduction du temps de travail.

➔ La DDCT trouve très intéressants les débats que Supap Fsu porte en la matière mais ne répond à rien si ce n'est que le bilan Violences Sexistes et Sexuelles au travail sera présenté au cours de l'année.

➔ **Pour Supap FSU, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ce n'est pas que du débat c'est des actes, de la reconnaissance salariale, du respect pour la santé.**

Paris 13 mars 2024

Pour gagner pour votre santé et votre salaire :

La section DDCT de SUPAP FSU à votre ECOUTE tous les mardis matin :

Contactez-nous au standard 01 44 70 12 62 ou ddctsupap@gmail.com

Vos mandaté.es FSSCT : Catherine Albert, Anne Descombes, Thierry Fairfort, Jonathan Valquin, Anne Fardeau, Karima Remmani, Carole Cajazzo, Mehdi Ibdella, Farid Ferhoun, Etienne Vétu.